

Contre les actes antisémites, contre leur instrumentalisation, pour le combat contre toutes les formes de racisme

Nous soussignés associations, partis, syndicats, indépendants, sommes toutes et tous activement impliqués dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes. La lutte contre l'antisémitisme fait partie à part entière de notre combat antiraciste. Nous condamnons fermement les actes antisémites, qui surgissent dans un contexte social et politique particuliers.

Malgré l'ampleur du dispositif de répression policière et judiciaire déployé contre les Gilets jaunes par l'État, le mouvement continue de bénéficier d'un fort soutien populaire. Il n'est pas homogène et révèle une effervescence sociale. Face à un gouvernement déterminé à ne pas répondre aux attentes sociales, il reflète la société française et ses contradictions et a largement évolué dans ce qu'il porte depuis le mois de novembre.

La séquence que nous vivons est par conséquent confuse. Si des éléments d'extrême-droite sont encore présents, le mouvement montre bien qu'ils sont loin d'être hégémoniques et capables d'en prendre le contrôle, en l'état actuel. Politiquement, mais aussi physiquement, les groupes d'extrême-droite sont mis à l'écart, comme cela a pu être constaté à Lyon, Paris, Toulouse ou encore Bordeaux. Plus le mouvement perdure, plus l'espace auquel l'extrême-droite pouvait prétendre durant les premières semaines semble se rétrécir. Parallèlement, les contacts et convergences avec des syndicats, des collectifs antiracistes, de sans-papiers, de soutien aux migrants se renforcent.

Les tags antisémites du week-end du 9 Février comme la dégradation du lieu de mémoire d'Ilan Halimi s'inscrivent dans le contexte de cette période de brouillage politique et informatif. Une période qui favorise la résurgence d'un racisme identitaire rappelant celui de l'entre-deux guerres. Ces actes antisémites portent bien la signature idéologique de l'extrême-droite nostalgique du nazisme (croix gammés, croix celtiques, « juden » etc.). Ils témoignent de la progression de la dialectique d'extrême droite à l'échelle nationale et planétaire dans un contexte d'aggravation des inégalités sociales. Or le gouvernement et ses alliés ont choisi d'instrumentaliser ces actes contre les Gilets jaunes, dénonçant leur supposée violence, antiparlementarisme et antisémitisme.

Pourtant, c'est bien ce gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. L'antisémitisme est une affaire bien trop grave pour la laisser à celles et ceux qui, jour après jour, s'emploient à stigmatiser et à réprimer les minorités. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au « communautarisme musulman », comme n'a pas manqué de s'y adonner un Eric Ciotti hélas pas isolé. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente.

Nous n'acceptons pas la manipulation dégradante de la lutte antiraciste par tous ceux qui, le plus souvent, ont favorisé le racisme. Nous luttons contre le racisme sous toutes ses formes, nous n'oublions pas non plus tous les actes racistes et toutes les violences policières islamophobes, négrophobes, romophobes, visant les asiatiques, les personnes

LGBT. Ce que disent les chiffres depuis des années tient en une phrase : le racisme avance en France et en Europe. Nous ne manifesterons pas ni ne participerons à la grand-messe organisée par les forces et partis politiques, ceux qui se disent progressistes avec ceux qui s'inscrivent contre le mouvement social, et qui affirment ensemble : « le racisme, ce n'est pas la France. » Cet « antiracisme », vidé de sens social et politique, est celui des pompiers pyromanes. L'antiracisme que nous revendiquons reconnaît la responsabilité politique du gouvernement français et des forces politiques alliées qui défileront avec lui. Manifester contre le racisme avec ceux qui, LREM en tête, en sont responsables et l'instrumentalisent relève pour nous de la contradiction et de la faute politique. Nous affirmons que cela ne peut être que contre-productif.

Nous ne nous laisserons pas prendre en otage entre les instrumentalisation du gouvernement ou celles des officines et ambassades poursuivant un agenda n'ayant rien à voir avec le combat contre le racisme et l'antisémitisme. Notre refus de la haine antisémite comme de toutes les haines raciales nous l'exprimerons sur un terrain dégagé de tout ce qui produit et entretient ces haines. Le mouvement anti-raciste ne servira pas de caution pour salir les Gilets jaunes. La période est dangereuse nous en sommes conscients, et une sortie de crise qui se contenterait de rétablir l'ordre, serait porteuse de conversion à la haine raciale et au fascisme. Les mobilisations exigent des réponses sociales et démocratiques. La responsabilité gouvernementale est totalement engagée.

Nous appelons à manifester contre les actes antisémites, contre leur instrumentalisation, contre le racisme sous toutes ses formes :

**Mardi 19 février à 19h
Place Ménilmontant Paris 75020
(M° Ménilmontant)**

Premiers signataires : UJFP, PIR, Collectif Rosa Parks, ATMF, FTCT, Femmes plurielles, Fondation Frantz Fanon, AFPS 63, AFPS Paris 14-6, AFPS Paris Sud, Action Antifasciste Paris-Banlieue, FUIQP, Argenteuil Solidarité Palestine, Comité Adama, CEDETIM/IPAM, AFD International, Urgence notre police assassine (UNPA), NPA, Le temps des lilas...

Personnalités : Ivar Ekeland (mathématicien), Ahmed Abbas (mathématicien), Sonia Dayan-Herzbrun (sociologue), Stathis Kouvelakis (philosophe), Julien Thery (historien), Maryse Tripiier (sociologue), Véronique Bontemps (anthropologue), Gustave Massiah (économiste), Catherine Samary (économiste), Judith Bernard (metteuse en scène), Dominique Grange (artiste chanteuse), Alain Gresh (journaliste), François Gèze (éditeur), Barbara Glowczewsky (anthropologue), Geneviève Sellier (professeur emerite), Patrick Simon (démographe), Nicolas Frize (compositeur), Yves Chilliard (biologiste), Michel Harris (mathématicien), Taoufiq Tahani (mathématicien, président d'honneur de l'AFPS), Ugo Palheta (sociologue et membre du NPA), Laurent Lévy (essayiste), Saïd Bouamama (sociologue), Kader Attia (écrivain), Isabelle Cambourakis (éditrice), Alima Boumediene Thiery (avocate), Dominique Vidal (historien et journaliste), Olivier Le Cour Grandmaison (universitaire), Didier Epszajn (animateur du blog « entre les lignes entre les mots »), Patrick Silberstein (médecin et éditeur), Alain Cyroulnik (éducateur syndicaliste), Philippe Cyroulnik (critique d'art), Bernard Dreano (militant associatif), Thierry Labica (études britanniques), Marie Hélène Bacqué (sociologue), Rony Brauman (médecin et enseignant), Hubert Krivine (physicien),

Ron Naiweld (historien), Daniel Mermet (journaliste), Irène Jami (professeure d'histoire), Alain Bertho (anthropologue), Armelle Andro (démographe), Michel Maric (économiste), Julien Talpin (sociologue), Toni Negri (philosophe), Nacira Guénif (sociologue), Alexis Cukier (philosophe), Michelle Guerci (journaliste), Fabien Marcot (graphiste), Michaël Löwy (sociologue), Eric Hazan (éditeur), Eyal Sivan (cinéaste et professeur AHK), Christine Delphy (sociologue et militante féministe), José Luis Moraguès (psychologie clinique et psychopathologie, militant antiraciste), Simone Bitton (cinéaste), Philippe Poutou (porte parole du NPA), Christine Poupin (porte parole du NPA), Olivier Besancenot (porte parole du NPA), Louis Weber (éditeur), Isabelle Garo (philosophe), Anne Jollet (historienne), François Burgat (politologue)...